

31/03/2010 18:31

Des ONG appellent la France à s'engager en RD-Congo

Plusieurs organisations de développement lancent une pétition pour inciter la France à se mobiliser en faveur d'une paix durable au Congo-Kinshasa

« Quinze ans de guerre, tout un avenir à reconstruire. » L'intitulé de la campagne en faveur de la République démocratique du Congo (RDC) lancée mercredi 31 mars par un collectif d'ONG françaises résume bien l'entre-deux dans lequel se trouve ce pays géant de l'Afrique centrale.

Quatre ans après des élections démocratiques, les premières depuis quarante ans, l'ex-Zaïre reste un terrain de conflits et à un an des prochaines élections générales, le président Joseph Kabila est loin d'avoir remis sur pieds le pays.

L'implication de la communauté internationale reste massive : la Mission de l'ONU en RDC (Monuc) déploie 20 000 casques bleus pour un coût d'un milliard d'euros par an – c'est la première mission de maintien de la paix au monde. La RDC est aussi l'objet d'une aide internationale importante, qui ne résout pas à elle seule les problèmes de fond.

Les ONG appellent à des réponses durables

C'est aux responsables français – Nicolas Sarkozy, Bernard Kouchner, les députés – que le groupe d'ONG invite à s'adresser par une pétition, sur carte postale ou par Internet. Oxfam-France, le CCFD-Terre solidaire, le Secours catholique et le Cosi leur demandent que « des réponses durables soient apportées aux causes structurelles » des conflits au Congo.

Les organisations insistent sur quatre priorités que devrait, à leurs yeux, défendre la France : protéger les populations civiles, garantir l'accès aux services de base, renforcer la démocratie et mettre fin à la militarisation de l'exploitation des ressources naturelles.

Un forum pour la coopération dans la région des grands lacs

Cette initiative intervient à un moment où, récemment réconciliée avec le Rwanda, la France entend jouer de nouveau un rôle de premier plan dans la région. C'est ainsi l'ambassadeur français à l'ONU qui mènera la mission que le Conseil de sécurité doit effectuer en RDC dans deux semaines. Paris compte aussi organiser sur son sol un Forum pour la coopération dans la région des Grands Lacs, actuellement programmé pour juillet.

Dans l'état actuel des choses, ses organisateurs prévoient que ce forum se focalisera sur trois projets transfrontaliers – l'exploitation du méthane du lac Kivu, du pétrole du sous-sol du lac Albert et de l'énergie hydroélectrique de la rivière Ruzizi. Rien, en revanche, sur une moralisation de l'exploitation des prodigieuses ressources minières de l'est de la RDC, objet de trafics lucratifs via l'Ouganda et le Rwanda voisins.

Alors que le gouvernement congolais réclame que l'ONU entame rapidement un désengagement de ses troupes, les ONG actives en RDC, nationales comme internationales, redoutent que ce retrait ne s'accompagne pas d'une réforme de fond de l'armée nationale.

« L'armée congolaise est une juxtaposition de groupes armés, explique le P. Alain-Joseph Lomandja, de la Commission épiscopale Justice et Paix de RDC. Il faut construire une armée républicaine et non la réformer, car elle n'existe pas. »

Le retrait de la Monuc inquiète les observateurs

La crainte des observateurs est qu'un retrait de la Monuc, qui avait porté à bout de bras les élections de 2006, ne mette en péril les prochains scrutins. « Organiser des élections en RDC est un énorme défi logistique, que seule la présence de la Monuc avait permis de surmonter, explique

Jean-François Ploquin, du Cosi. Il est essentiel que le processus démocratique soit affermi par de nouveaux scrutins organisés dans la transparence. »

Seule institution à être restée debout au long des années de guerre, l'Église congolaise continue d'accompagner le processus démocratique. Sous l'impulsion de la Commission Justice et Paix, plus de 2 500 « comités locaux de gouvernance participative » ont été mis en place.

Ces instances apolitiques visent à interpeller les gouvernants sur leurs devoirs à l'égard des populations. Or, « les élus sont plus enclins à rendre compte à leurs partis qu'à leurs électeurs », regrette le P. Lomandja. C'est ce genre d'initiatives que soutiennent les ONG engagées dans la campagne lancée hier.

Laurent d'ERSU

Source : La-Croix.com